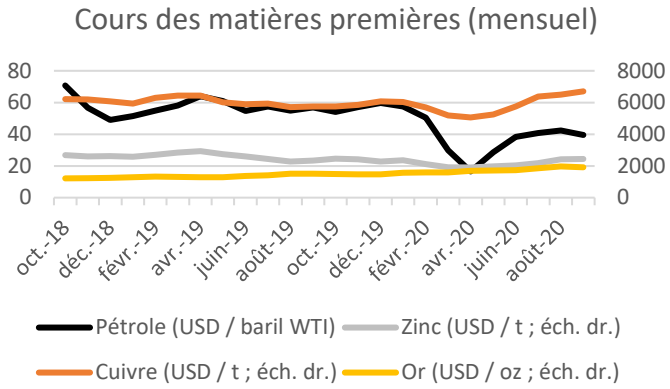
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

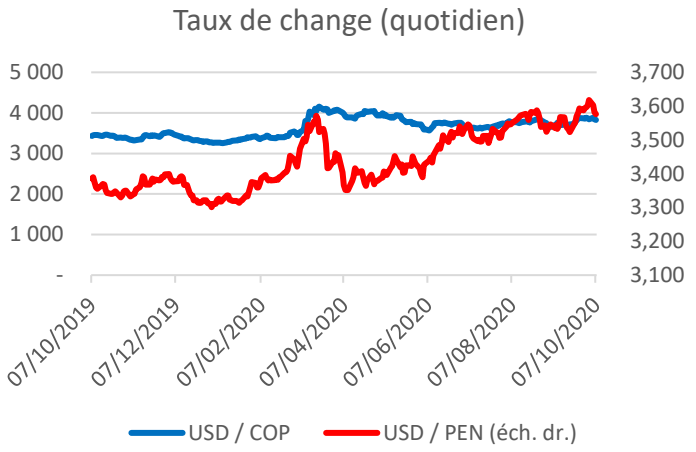
Liberté
Égalité
Fraternité

Amérique Andine

No 40
Du 2 au 8 octobre 2020

Région **2019 – Population : 138 M** **PIB : 785 Mds USD**





Nouvelles mesures ou annonces sanitaires / économiques.

	Etat du confinement	Macro	Sectoriel	Banque Centrale
Bolivie		**Fitch abaisse notation "B+" à "B"**		
Colombie	**Bogota deuxième vague novembre - décembre (Claudia Lopez)**			
Equateur		**IR anticipé : 257 MUSD (décret août 2020)**	**Banque : fonds disponible à l'étranger (août 2020 en g.a) + 16,8%**	
Pérou	**Suspension des quarantaines ciblées + promenades autorisées personnes âgées**	**Projets de loi pour garantir les crédits individuels et PME approuvés Congrès ; gvt prévoit retour situation économique pré-covid dans 3 ans**	**Santé : investissements -32% d'août à septembre**	
Venezuela			**Ministre des Transports : planification des vols ; test des vaccins russes cette semaine**	

Bolivie **2019 – Population : 12 M** **PIB : 42 Mds USD**

Le gouvernement confirme sa position concernant la restitution des actions nationalisées en 2010 à l'entreprise électrique ELFEC.

L'annonce de la présidente Jeanine Añez en février de restituer à ELFEC les actions nationalisées en 2010 au profit de l'entreprise électrique publique ENDE se basait sur l'argument que ENDE n'avait pas compensé justement ELFEC lors de l'expropriation. Malgré le fait que les deux entreprises disposent de preuves attestant de la récupération des actions et de leur paiement, les autorités boliviennes, et notamment le ministre du gouvernement Arturo Murillo, maintiennent leur position. L'affaire ELFEC a provoqué la destitution, fin septembre, du ministre de l'Economie Óscar Ortiz, proche de la présidente, qui estimait cette action inconstitutionnelle, ainsi que des ministres du Travail et du Développement Productif. Le Procureur Général de la Nation, José María Cabrera a pour sa part été destitué, selon lui à la demande de Murillo, pour son opposition à la restitution des actions.

L'inflation cumulée à la fin du troisième trimestre s'élève à +0,45%.

L'IPC en septembre a enregistré une croissance de -1% ce qui ramène l'inflation cumulée sur 9 mois à +0,45% et sur l'année mobile octobre 2019-septembre 2020 à +0,46%. Le résultat mensuel s'explique par la réduction des prix des denrées alimentaires, en particulier dans les régions concernées par les blocages de routes d'août (La Paz, Potosí, Oruro, Cochabamba) qui avaient affecté le ravitaillement des marchés.

Colombie 2019 – Population : 48 M PIB : 328 Mds USD

Le plan de réactivation de l'économie est augmenté à 34 Mds EUR pour 465 projets.
Le plan de réactivation économique (« Compromiso por Colombia ») présenté par le Président Ivan Duque le 20 juillet dernier au Congrès a été revu à la hausse et comporte aujourd'hui 465 projets pour un montant de 34 Mds EUR (environ 15% du PIB), devant aboutir à la création de 2 millions d'emplois (le plan initial, de 24,2 Mds EUR devait créer 1 million d'emplois).

Le tribunal de New York a approuvé le plan de financement DIP d'Avianca.
Lundi 5 octobre, le tribunal de New York a approuvé le financement DIP d'Avianca. Pour mémoire, le plan de financement s'élève à près de 2 Mds USD, dont une première tranche senior de financement collatéralisé de 1,270 Mds USD et une deuxième tranche de financement subordonné de 722 MUSD. Au total, près de 1,2 Mds USD de nouveaux fonds sont apportés par ce financement. L'offre de soutien du gouvernement colombien est toujours bloquée par une décision du tribunal administratif de Cundinamarca.

Le gouvernement colombien cherche à attirer 17 Mds USD d'investissements étrangers d'ici à 2022.
Le Colombia Investment Summit 2020 a débuté le 7 octobre et compte sur la participation de 1085 investisseurs asiatiques, européens et américains (Amérique du Nord et Latine). Selon la présidente de ProColombia, la Colombie est la 4ème économie d'Amérique Latine en termes de compétitivité et le 3ème marché pour les investisseurs étrangers derrière le Mexique et le Brésil. La Colombie a ainsi attiré 130 projets d'investissement pour un montant de 7,5 Mds USD générant 50 300 emplois au 1er trimestre 2020. Le gouvernement compte attirer encore 17 Mds USD d'ici à la fin 2022.

Equateur 2019 – Population : 17 M PIB : 108 Mds USD

Démission du ministre des Finances.
Après avoir achevé la renégociation des bons souverains et avoir conclu un financement de 6,5 Mds USD avec le FMI, le ministre des Finances Richard Martinez a démissionné. Il est pressenti pour intégrer les équipes du nouveau Président de la BID en tant que vice-président des pays. Son successeur, Mauricio Pozo, a déjà été ministre des Finances dans la période 2003 – 2004 et avait conclu un accord avec le FMI à l'époque. Le nouveau Ministre a indiqué souhaiter poursuivre la même ligne que son prédécesseur.

Financements extérieurs de 7,1 Mds USD attendus avant la fin de l'année.
Outre le déboursement de 4 Mds USD du FMI prévu avant la fin de l'année, le gouvernement attend 3,1 Mds USD en provenance des multilatéraux (CAF, BID et Banque Mondiale) et de deux banques chinoises (Eximbank et CDB), soit au total 7,1 Mds USD qui permettront de couvrir les besoins de financement de l'année. Dans le cadre des accords avec le FMI, le gouvernement devra faire passer avant la fin de l'année la loi anti-corruption. L'accord avec le FMI prévoit également une réforme fiscale à la charge du prochain gouvernement.

Pérou 2019 – Population : 32 M PIB : 229 Mds USD

Le ministère de l'Energie et des Mines (Minem) devra appliquer une décision judiciaire qui devrait impacter, à moyen terme, les prix du marché de l'électricité.
La décision reconnaît que la pratique actuelle des centrales thermiques de déclarer des coûts de consommation de gaz proche de zéro provoque des distorsions dans le marché de l'électricité. Plus spécifiquement, cette pratique diminue artificiellement les prix de l'électricité : produisant une électricité plus chère (en affichage), les centrales éoliques et solaires sont moins rentables et accusent des pertes. Or, ces énergies renouvelables bénéficient de subventions publiques financées par les usagers régulés (ménages) via leur facture mensuelle compensant ces pertes. Cette décision judiciaire profiterait donc aux ménages (réduction jusqu'à 3%) mais augmenterait les coûts pour les usagers non-régulés (grandes entreprises). Toutefois, les bénéfices pour les usagers régulés ne se matérialiseront qu'après la signature de nouveaux contrats de fourniture d'électricité, les actuels venant à terme en 2025.

Le deuxième "Bono universal" sera distribué à partir du 10 octobre.
Cette subvention de 213 USD (760 PEN soit 82% du salaire minimum) profitera à 8,4 M de ménages vulnérables soit autour de 21 M de personnes (65% de la population).

Suriname 2019 – Population : 0,6 M PIB : 3,8 Mds USD

Lazard a été choisi par le nouveau gouvernement surinamais pour l'aider à restructurer sa dette.
Le Président Santhoki a annoncé que le gouvernement surinamais s'adjoignait les services de Lazard pour opérer la restructuration de sa dette. Lazard appuiera le Suriname pour la renégociation de ses deux plus importants prêts.

Venezuela **2019 – Population : 28 M** **PIB : 70 Mds USD**

Nicolás Maduro présente un projet de loi anti blocus ouvrant la porte à une dérégulation économique.
Le Président a présenté le 1er octobre une loi-cadre dite « antiblocage » à valeur constitutionnelle auprès de l'Assemblée nationale constituante. Le projet de loi prévoit des règles supra-constitutionnelles qui confèrent à l'exécutif des pouvoirs exceptionnels permettant de modifier le cadre juridique existant. Le projet ouvre notamment la porte à la prise de contrôle privée dans des industries extractives telles que les hydrocarbures et l'exploitation minière, à la privatisation d'entités publiques - hors PDVSA, mais potentiellement ses filiales notamment les co-entreprises dans l'exploitation d'hydrocarbures -, à la flexibilisation du régime des marchés publics, à la restitution d'entreprises expropriées à leurs anciens propriétaires et promet un cadre plus favorable à l'initiative privée (ouverture potentielle à l'arbitrage international). Enfin elle crée une comptabilité séparée des ressources tirées de ces mesures et permet au gouvernement de signer des contrats, de prendre des décisions clés et de gérer des actifs, et ce dans le cadre de négociations secrètes pendant que la loi est en vigueur.

Les entreprises mixtes pétrolières continuent à travailler.
Selon PDVSA, l'usine Petropiar (coentreprise à laquelle participe Chevron Corp) a produit 115.000 barils de brut synthétique Hamaca, tandis que l'usine Sinovensa opérée avec China National Petroleum Corp, a produit 158.000 barils de brut Merey.

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional
Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine
Revu par : Julien BUISSART

Version du 8 octobre 2020